

L'Amérique latine à la croisée des chemins : un virage à droite ?

Institut Montaigne, 06/01/2026 Auteur [Alexandre Marc](#) Expert Associé - Amériques et développement



L'Amérique latine retrouve en centralité médiatique et géopolitique et 2026 le confirme, comme l'a montré la capture de Nicolas Maduro au Venezuela. Quels sont les défis d'une région à la croisée des chemins ? Comment la violence et les difficultés économiques se traduisent-elles sur le plan politique ? Dans le premier volet d'une analyse en deux parties, Alexandre Marc s'intéresse aux enjeux internes de l'Amérique latine et explique, en le nuancant, le virage à droite de nombreux pays.

L'Amérique latine avait déjà beaucoup fait parler d'elle en 2025 : l'année 2026 s'est ouverte avec le rocambolesque enlèvement du président vénézuelien et de son épouse par les forces spéciales américaines. Le continent, ignoré par les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide et ne faisant que rarement la Une des journaux en Europe, s'est trouvé soudainement sous le feu des projecteurs tandis que Trump se réappropriait officiellement la doctrine Monroe en vertu de laquelle, au 19e siècle, les États-Unis déclaraient qu'ils s'opposeraient aux velléités coloniales de puissances étrangères sur le continent. Avec l'enlèvement de Maduro, Trump a démontré qu'il était très sérieux dans sa volonté de considérer l'Amérique Latine comme une chasse gardée des États-Unis et qu'il revenait sans scrupules aux méthodes de la Guerre froide.

Avec l'enlèvement de Maduro, Trump a démontré qu'il était très sérieux dans sa volonté de considérer l'Amérique Latine comme une chasse gardée des États-Unis et qu'il revenait sans scrupules aux méthodes de la Guerre froide.

2025 marqua aussi un virage à droite du continent, incarné en décembre 2025 au Chili par la victoire du candidat aux positions très conservatrices Antonio Kast. Qu'impliquent ces

changements pour le continent ? Faut-il les considérer comme une chance pour relancer des économies en mal de croissance depuis plus de quinze ans et comme une opportunité de réduire la violence qui ronge le continent de l'intérieur ?

Au contraire, ces revirements sont-ils annonciateurs d'un retour aux affres d'une nouvelle guerre froide ?

Cette analyse en deux parties d'une Amérique latine à la croisée des chemins fait le point sur la situation d'un continent redevenu central dans la géopolitique mondiale. La première partie examine les défis internes à la région : économiques, sécuritaires et politiques. La deuxième partie s'intéresse aux conséquences du retour des rivalités entre grandes puissances sur le continent.

Deux défis de grande ampleur se dressent devant l'Amérique latine : retrouver la croissance forte qu'on est en droit d'attendre pour des pays à revenu moyen et réduire le niveau de violence qui en fait la région au taux d'homicide le plus élevé au monde. Ces deux aspects ne sont d'ailleurs pas indépendants l'un de l'autre : le niveau de violence réduit le potentiel de croissance de façon significative. Les électeurs, qui en sont conscients, ont opéré un virage clair à droite depuis 2024, sans que cela ne signifie, contrairement à ce qui est souvent annoncé un peu vite par la presse, que l'ensemble du continent vire à l'extrême-droite.

Une croissance économique molle qui génère peu de revenus

Entre 2014 et 2023, la croissance a stagné en Amérique latine aux alentours de 1,3 % par an en moyenne, alors que la croissance mondiale enregistrait environ 3 % : la région est prise dans ce que les économistes anglo-saxons appellent le "*middle-income trap*", ces cercles vicieux qui plombent la croissance et empêchent les pays à revenu intermédiaire de passer au stade d'économie développée. En fait, **la convergence de la région avec les pays développés, qu'on observait depuis 1950, s'est effacée et le retard semble aujourd'hui presque impossible à combler.** Depuis le XXI^e siècle, le continent est le moins performant de tous les groupes de pays émergents. Cela cache cependant une grande diversité de performances économiques et, depuis 2023, on note aussi une petite lueur d'espoir : la croissance, estimée à 2,4 % en 2025 semble avoir repris un peu de dynamisme, quoiqu'elle soit toujours en dessous de la croissance mondiale qui, elle, est estimée à 3,3 %.

La convergence de la région avec les pays développés, qu'on observait depuis 1950, s'est effacée et le retard semble aujourd'hui presque impossible à combler. Depuis le XXI^e siècle, le continent est le moins performant de tous les groupes de pays émergents.

Bien sûr, le continent a souffert de politiques populistes de gauche, dévastatrices dans certains pays. Le Venezuela a connu, durant les dernières années du Président Chavez, puis avec son successeur Nicolas Maduro, une crise sans précédent ; le PIB s'est effondré de 80 % depuis l'arrivée de Nicolas Maduro au pouvoir.

Au Venezuela, Chávez [1999-2013] a voulu corriger les très fortes inégalités qui minaient le pays par des politiques de redistribution et d'argent facile qui se sont trouvées complètement inefficaces et qui ont littéralement ruiné l'économie, plongeant le pays dans l'hyperinflation. Cela s'est traduit par une expansion dramatique de la pauvreté. Sous Cristina Kirchner [2007-2015], l'Argentine a également vu la situation du pays se dégrader rapidement après la mise en place de politiques populistes financées par un déficit budgétaire alimenté par la création monétaire. Sa présidence et celle du dernier gouvernement péroniste ont été marquées par une très forte inflation et une augmentation dramatique de la pauvreté. La Bolivie se trouve également dans une situation économique très préoccupante. Si dans ses premières années le gouvernement d'Evo Morales a contribué à réduire les inégalités et à permettre une amélioration notable de la situation des populations indigènes, son incapacité à gérer les équilibres macroéconomiques et à contenir la corruption a progressivement plongé le pays dans une crise économique et politique très sérieuse. Le Nicaragua, quant à lui, stagne sous l'emprise du dictateur Daniel Ortega qui maintient son statut peu enviable de pays le plus pauvre du continent (après Haïti). Enfin, dans un Cuba est en pleine stagnation, la population ne mange même plus à sa faim.

De manière générale, le continent a connu une désindustrialisation importante qui n'a pas été compensée par une croissance équivalente dans le secteur des services. La région est de plus en plus dépendante de ses exportations de matières premières et de produits agricoles, à l'exception du Mexique qui, grâce à sa proximité avec les États-Unis, a pu protéger son secteur industriel. Malgré une population relativement bien éduquée pour le niveau de revenu des pays, la productivité des économies reste faible. Le secteur informel est très important et augmente davantage qu'il ne se réduit. Des gouvernements de gauche ou centre gauche dans les années 2000 se sont efforcés de réduire les inégalités et ont connu un certain succès, en particulier dans l'amélioration de la situation des populations indigènes, enjeu criant dans beaucoup de pays. Mais ils n'ont pas su relancer la croissance, à l'exception du second mandat de Lula au Brésil qui a mené des politiques très centristes et libérales. Pourtant, le continent est incroyablement riche en matières premières, dont beaucoup sont essentielles à la transition énergétique mondiale, comme le lithium. La région possède également des entreprises extrêmement dynamiques et à la pointe de l'innovation : l'Argentin Mercado Libre dans la région du Cône sud de l'Amérique du Sud austral, le géant énergétique brésilien Petrobras ou le monstre mexicain de la télécommunication FEMSA. Toutefois, elles demeurent l'exception, surtout si on compare leur position aux entreprises d'Asie de l'Est.

La perception dominante, et justifiée, est que si les pays ne profitent pas de leur incroyable potentiel, c'est essentiellement à cause d'une mauvaise gouvernance, de la corruption et d'une mauvaise gestion économique.

Dans la région, la perception dominante, et justifiée, est que si les pays ne profitent pas de leur incroyable potentiel, c'est essentiellement à cause d'une mauvaise gouvernance, de la

corruption et d'une mauvaise gestion économique. L'expérience vénézuélienne fait sans aucun doute figure d'épouvantail.

Le résultat est un mécontentement important des populations vis-à-vis de la situation économique et la lente érosion de la classe moyenne, ce qui suscite de la lassitude envers les politiques de gauche jugées peu efficaces et qui pousse les électeurs au **dégagisme**.

Une violence qui se stabilise mais s'étend géographiquement

Après les résultats décevants d'une économie empêchée, l'expansion de la violence est la seconde grande préoccupation des populations latino-américaines dans une Amérique latine qui compte 8 % de la population mondiale et environ 30 % des homicides répertoriés dans le monde. Bien entendu, tous les pays ne sont pas touchés de la même façon, mais il ne fait aucun doute que la violence s'étend géographiquement. Le crime organisé, en particulier le narcotrafic, est à l'origine de la plus grande partie de la [**violence**](#). La région a non seulement connu une production record de cocaïne ces dernières années, mais également le développement très rapide de drogues de synthèse produites surtout au Mexique : une véritable épidémie de consommation de drogue aux États-Unis d'Amérique et une augmentation de la consommation en Europe mais aussi très rapidement dans la région latino-américaine elle-même, créent un contexte favorable à l'expansion du narcotrafic.

Si la violence s'est stabilisée dans beaucoup de pays depuis 2014, année où elle avait atteint un pic inédit, elle demeure à des niveaux très élevés dont les impacts sur les populations sont très importants, surtout sur les plus pauvres. La **Colombie**, par exemple, a vu la violence et le pouvoir des cartels très sérieusement diminuer depuis les années de Pablo Escobar, mais **de nouveaux cartels apparaissent**, fragmentés mais virulents, comme le "*Clan del Golfo*", qui opèrent à travers des réseaux transnationaux avec les cartels mexicains ou brésiliens. Ces dernières années ont également vu **une légère baisse de la violence au Mexique**.

Si le niveau de la violence se stabilise, **le nombre de pays impactés** par de hauts niveaux de violence et **des régions touchées au sein de ces pays** est en augmentation constante. De nouveaux cartels se sont formés puis consolidés en Équateur, au Pérou et au Brésil. Dans ce dernier pays, le cartel Primero Commando Da Capital, très peu connu en dehors de ses frontières il y a encore trois ans, est désormais actif en Colombie, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et en Bolivie. Les cartels vénézuéliens ont aussi étendu leurs activités, notamment au Chili et en Colombie. Désormais, **les cartels opèrent aussi en partenariat avec des mafias européennes** : un cartel albanaise est très engagé en Équateur où il posséderait des investissements importants.

Les cartels étendent aussi leurs activités dans toutes sortes de domaines qui incluent le racket, le trafic d'êtres humains et l'immobilier. Au Mexique, les narcos se sont même engagés dans le contrôle de la production d'avocats. Dans certains cas, **les gouvernements sont impliqués, comme cela a été le cas au Honduras et comme c'est toujours le cas au**

Venezuela. Des pays encore très peu touchés par la violence des cartels, comme l'Uruguay, le Chili, le Costa Rica et même la région de Rosario en Argentine, sont maintenant atteints de plein fouet. Une étude du FMI estime que la violence liée au narcotrafic coûte à la région [3 %](#) de son PIB.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Nayib Bukele en 2015, le taux d'homicide est passé de 107 pour 100 000 habitants à 1,9, soit du taux le plus élevé du continent au taux le plus faible.

Alors que les pays ont beaucoup de mal à mettre en place des politiques effectives pour réduire la violence, **le cas du Salvador est dans tous les esprits en Amérique latine.** Dans ce pays, en 10 ans, **depuis l'arrivée au pouvoir de Nayib Bukele en 2015, le taux d'homicide est passé de 107 pour 100 000 habitants à 1,9, soit du taux le plus élevé du continent au taux le plus faible.**

La politique de Nayib Bukele consiste essentiellement à enfermer sans jugement dans des méga-prisons tous ceux qui sont soupçonnés d'appartenir de près ou de loin à un gang. Cette approche, très contestable légalement et sur le plan des droits humains, a rendu Bukele immensément populaire dans son pays. Aux dernières élections présidentielles en 2024, celui-ci a obtenu 84,65 % des suffrages. Les dangers pour la démocratie sont évidents. Avant les élections, Bukele a mené un changement de la constitution pour pouvoir se représenter et a également supprimé les limites du nombre de fois où un président peut être réélu. Depuis, **"la méthode Bukele" a marqué les esprits et tous les gouvernements de gauche comme de droite qui se sont attaqués aux gangs ont reconnu une certaine validité à son modèle. C'est dire combien les politiques et les populations sont désespérés face à la situation.**

Le grand virage à droite

C'est dans ce contexte que depuis 2024, les partis de droite engrangent victoires électorales sur victoires électorales. La dernière en date, en novembre 2025, est la victoire de José Antonio Kast, qui a mené une campagne d'extrême droite, anti-migrants et très focalisée sur la sécurité et les inefficacités de l'économie chilienne. Ses apologies d'Augusto Pinochet, le dictateur au pouvoir dans le pays de 1973 à 1990, connu pour ses atteintes aux droits humains et sa répression sanglante contre toute dissension, l'ont mis dans l'embarras mais ne l'ont pas empêché de gagner les élections au second tour. Il a même remporté une **victoire confortable de 58 %** contre Jeannette Jara, issue du parti communiste et héritière du **président sortant Gabriel Boric**, qui ne pouvait se représenter. Celui-ci a beaucoup déçu et, durant les dernières années de son mandat, sa cote de popularité est tombée au plus bas. Il avait eu énormément de mal à mettre son programme en place à cause de l'opposition à ses réformes au Parlement, et l'insécurité avait progressé rapidement dans le pays pendant sa période au pouvoir.

Aux élections présidentielles d'août 2025, la Bolivie a mis fin à 20 ans de domination du MAS (Movimiento al Socialismo), parti créé par Evo Morales, figure emblématique de la

gauche latino-américaine, qui, durant son premier mandat comme président, s'était rendu très populaire grâce à ses efforts pour inclure davantage la population indigène, dont il est lui-même issu, dans l'économie et les institutions boliviennes. Ces efforts ont connu un certain succès, mais par la suite le régime a pris **une tournure autoritaire**, les scandales de corruption se sont répétés, les divisions internes ont déchiré le MAS, et une crise économique sérieuse a mis fin à son soutien populaire. Le nouveau président de centre droit, Rodrigo Paz, veut marquer la rupture avec le MAS, mais fait face à une situation macro-économique très difficile.

En Argentine, les élections législatives du mois d'octobre ont renforcé considérablement la position du parti de Javier Milei, le président qui se proclame "anarcho-capitaliste" ultralibéral. Celui-ci va maintenant pouvoir tenter de faire adopter les réformes structurelles essentielles à la deuxième phase de son programme de stabilisation et de relance de l'économie argentine. **Au Venezuela**, si les élections n'avaient pas été truquées, Nicolas Maduro aurait largement perdu contre le candidat de centre droit Edmundo Gonzales, qui a remplacé la prix Nobel de la paix [Maria Corina Machado](#), interdite de se présenter aux élections par le gouvernement Maduro. **Au Honduras**, le parti de gauche sortant a péniblement obtenu 19 % des voix, les deux candidats de droite ont obtenu chacun 40 % des voix, un désaveu massif pour la présidente sortante. **L'Équateur** a réélu confortablement son président de droite et ami de Donald Trump, **Daniel Noboa**. Enfin, au **Costa Rica**, où les élections présidentielles sont prévues pour 2026, la candidate du centre droit a pour le moment le vent en poupe. Quant à la **Colombie**, où la première phase des élections présidentielles est prévue pour le 31 mai 2026, il est pour le moment trop tôt pour émettre un pronostic. Toutefois, si l'on considère l'impopularité du président sortant **Gustavo Petro** qui appartient au regroupement de gauche "*el Pacto Histórico*" mais qui ne peut se représenter selon la constitution colombienne, la gauche va avoir beaucoup de mal à se maintenir au pouvoir.

Depuis 2024, les partis de droite engrangent victoires électorales sur victoires électorales.

Ce virage vers la droite est important, sans qu'on puisse parler d'un raz-de-marée. Au **Mexique**, [Claudia Sheinbaum](#), qui a été élue présidente pour le parti de gauche à tendance populiste Morena en 2024, **demeure très populaire** avec un taux d'approbation proche de 75 %.

En **Uruguay**, Yamandu Orsi, de centre gauche, a été élu sans grande difficulté pour succéder en 2024 à un gouvernement de centre droit. Enfin, **au Brésil**, où les élections présidentielles sont prévues en 2026, Lula est pour le moment largement en tête dans les intentions de vote. Il est vrai que le Brésil est arrivé à générer une croissance de 3 % en moyenne ces trois dernières années, ce qui, pour ce pays, est un très bon résultat. Durant son dernier mandat présidentiel, Luiz Inácio Lula, qui représente le parti des travailleurs, a mené une politique très centriste et fiscalement responsable.

Ce virage à droite n'est pas de nature idéologique. Si les questions de culture et le conservatisme moral ont toujours joué un rôle dans les élections sur le continent, cette fois-ci, ce sont surtout les frustrations concernant l'économie et l'insécurité qui ont compté. Le continent ne semble donc plus croire au populisme de gauche, échaudé par les expériences du Venezuela, mais aussi de l'Argentine sous Cristina Kirchner, de la Bolivie et de l'Équateur durant la période du président Correa. **Les électeurs semblent opter pour des politiques plus libérales de relance de l'économie et ils font clairement davantage confiance à la droite pour répondre aux défis sécuritaires.**

Même si ce virage n'est pas idéologique, il invite à un certain nombre de constatations :

Tout d'abord, **un tabou semble avoir été levé sur la façon dont les politiciens peuvent parler des dictatures militaires de la période de la Guerre froide.** Jusqu'à relativement récemment, il était tabou de réhabiliter la mémoire des dictateurs militaires des années 80 qui avaient sévi un peu partout. Aujourd'hui, cela semble accepté. Déjà Bolsonaro, durant les élections qui l'ont amené à la présidence au Brésil, avait fait l'éloge de la dictature militaire brésilienne. Javier Milei rappelle constamment que la dictature militaire et ses supporteurs ont aussi souffert et maintient que Kast a été élu en vantant les mérites de la dictature de Pinochet. Ceci est relativement nouveau en Amérique Latine et n'est pas tellement différent de ce que l'on voit aux États-Unis ou en Europe.

Deuxièmement, **dans les pays où les églises évangéliques sont très puissantes, comme au Brésil ou dans les pays d'Amérique centrale, les questions morales et les guerres culturelles restent importantes et influencent les élections en faveur des partis conservateurs.** Or, les églises évangéliques sont en progression un peu partout sur le continent, donc les questions morales ne vont certainement pas disparaître du paysage politique.

Ce virage à droite n'est pas de nature idéologique. Si les questions de culture et le conservatisme moral ont toujours joué un rôle dans les élections sur le continent, cette fois-ci, ce sont surtout les frustrations concernant l'économie et l'insécurité qui ont compté.

Troisièmement, **la jeunesse n'est plus forcément à gauche et le principal soutien de Milei en Argentine sont les jeunes et beaucoup des populations les plus modestes.** Comme dans le reste du monde, les jeunes, surtout les jeunes hommes, n'hésitent plus à voter à droite, voire pour l'extrême droite. Cependant, la participation des jeunes reste en dents de scie et ils s'abstiennent facilement lorsque les candidats ne suscitent pas leur engagement.

Quatrièmement, **la presse tend à mettre les feux des projecteurs sur la droite populiste qui a largement supplanté la gauche populiste sur le terrain de l'information et du buzz.** Brian Winter, un des spécialistes de l'Amérique latine les plus en vue et éditeur de la revue *American Quarterly*, a publié un long article dans le dernier numéro de *Foreign Policy* qui fait ce constat intéressant : entre 1959, lors de sa prise de pouvoir à la Havane, jusqu'à sa mort en 2015, Fidel Castro était de loin la personnalité la plus iconique de l'Amérique latine. Il était le personnage qui faisait la une des magazines, la référence de l'homme fort, charismatique.

Aujourd’hui, les deux leaders qui font la une de l’actualité sont Javier Milei et Nayib Bukele, deux leaders extrêmement populaires situés à l’extrême droite de l’échiquier politique. Cela ne veut pas dire que la population latino-américaine soutient dans sa majorité l’extrémisme.

Enfin, quelques analystes ont vu la main des États-Unis derrière ce virage à droite. Le gouvernement américain a en effet soutenu Javier Milei durant les élections à mi-parcours en volant au secours du pesos qui risquait de s’effondrer à la veille du scrutin législatif. Trump a aussi soutenu verbalement son candidat favori, Nasry Asfura, dans les élections présidentielles au Honduras, menaçant le pays de couper le soutien des États-Unis s’il n’était pas élu. **Cependant, le virage à droite du continent est essentiellement endogène et la position de Donald Trump, qui est loin d’être populaire sur le continent, ne semble pas avoir joué.**

Un fait important à souligner : **les élections en 2024 et 2025 se sont, à l’exception du Venezuela, bien déroulées et les institutions démocratiques semblent gérer ces différentes transitions avec relativement peu de violence et de contestation.** Même Kast, le président d’extrême droite élu au Chili, a félicité dans son discours de victoire électorale sa concurrente aux élections bien qu’elle appartienne au parti communiste et a rappelé l’importance de la démocratie et de l’État de droit, indiquant **une maturité des institutions démocratiques de la région.** Malgré les menaces de Trump, le procès de Bolsonaro pour insurrection a bien eu lieu au Brésil. En Argentine, l’ex-présidente Cristina Kirchner a été condamnée pour corruption massive. On ne peut en dire de même dans les cas de leur grand voisin du nord, les États-Unis.

Les élections en 2024 et 2025 se sont, à l’exception du Venezuela, bien déroulées et les institutions démocratiques semblent gérer ces différentes transitions avec relativement peu de violence et de contestation.

Ce virage à droite ne constitue pas forcément un retour à l’autoritarisme. Il faut rappeler que même si des leaders de droite aux discours autoritaires, tels que Milei et Kast, sont élus, ils doivent, dans pratiquement tous les cas, composer avec de fortes oppositions au parlement et une préférence de la majorité des populations pour des politiques centristes.

Milei semble l’avoir compris et cherche depuis les dernières élections législatives des compromis, tandis que Kast a prononcé un discours de victoire très modéré. **L’arrivée de gouvernements favorables au marché et qui cherchent à relancer la croissance et sont fiscalement responsables** (ce qui est également le cas de gouvernements de gauche comme celui de Lula au Brésil) **laisser espérer que le continent puisse enfin trouver un chemin vers une croissance plus solide et pérenne.**